

Rapport final | 2007

**RECHERCHE-ACTION  
RENOUVELLEMENT URBAIN  
À MARSEILLE :  
CENTRALITÉ POPULAIRE  
ET MOBILISATION COLLECTIVE,  
LE CAS DE LA RUE DE LA RÉPUBLIQUE**

**Jean-Stéphane Borja | Martine Derain | Véronique Manry**  
Association Transverscité, 41 rue Jobin, 13003 Marseille

## Volume 1

Plan Urbanisme Construction Architecture (PUCA)  
Ministère de l'Écologie, du Développement et de l'Aménagement Durables  
Convention de subvention : SU 05 000 324 (M 05 – 44) du 16/12/2005

Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur  
Service Foncier et urbanisme  
Dossier n° 2005 - 14704  
Délibération n° DEB 05-848

## REMERCIEMENTS

Nous remercions tous trois :

Les habitants de la rue de la République, avec qui nous avons partagé des moments agréables et parfois difficiles, pour leur hospitalité, leur confiance et leur soutien, et tout particulièrement : Vincent Abad (Association Solidarité Mieux Vivre, CVPT), Mme Angelini, Nacera Ben Mohamed, André Bianchi, Marie-Thérèse Cary, M. Coll, Antoine Cuadra (Collectif des locataires sous loi de 1948), M. Diouf, Jean Kalamuca, Isabelle Lledo Romero, M. et Mme Lucchesi, Fatiha Naït-Akli, Bernard Rilfaud, Monique Roussel (CVPT), Jules Spano et Monique Le Quentrec.

Les membres de l'association Centre-Ville Pour Tous pour leurs encouragements, remarques et conseils, et pour toute la documentation fournie : Noureddine Abouakil, Jean-Philippe Beau, Damien Brochier, Daniel Carrière, Lionel de Coninck, Michel Guillon, Patrick Lacoste et Antoine Richard.

L'équipe de Film Flamme pour son accueil.

Evelyne Perrin (PUCA) pour son initiative et son attention amicale et François Ménard (PUCA) pour son intérêt et ses remarques.

Gilles Suzanne (Transverscité) pour son soutien et son efficacité.

Caroline Galmot et Claire Poilroux (Éditions P'tits papiers).

Jean-Stéphane Borja remercie particulièrement :

Vincent Abad et Michel Cuadra qui m'ont « donné » à voir le quartier,  
Mon directeur de thèse Jean-Samuel Bordreuil pour sa confiance, ses remarques, ses critiques et ses conseils toujours avisés,  
Francis Chateauraynaud, Jean-Michel Fourniau et Mathieu Leborgne,  
Les « fines » équipes du CESSA, d'ARENES, du Ravi et de l'Œil Anthropologique,  
Mes amis doctorants, Aurélien Allouche et Tobias Girard, pour nos discussions exaltées,  
Mes proches, famille et amis, et plus particulièrement à Martine et Véronique pour leur patience, leur accompagnement, leur encouragement et leur présence tout au long de ces deux années...

et Martin Derain :

Noureddine Abouakil, Jean-Philippe Beau, Daniel Carrière, Denis Gheerbrant, Fatima Goumri, Florence Lloret, Emmanuel Loi, Muriel Modr, Jacques Reboud et Hendrik Sturm, qui tout au long de ce voyage rue de la République, m'ont offert le seul dépaysement qui vaille : voir avec d'autres yeux.

# SOMMAIRE

**Chapitre 1 : Retour sur une commande publique**

Elaboration d'une intention

Reconfiguration : agir en mode mineur

*Jean-Stéphane Borja/Véronique Manry* | pages 1-16

**Chapitre 2 : De la rue de la République**

Une centralité populaire longtemps combattue

D'une opération immobilière à l'autre

De la participation des habitants : concertation et ou intermédiation

Fragilité d'un sens collectif

*Véronique Manry/Martine Derain* | pages 17-55

**Chapitre 3 : La parole et l'action, conversations avec des militants | pages 56-83**

**Chapitre 4 : Les « empressés »**

*Jean-Stéphane Borja* | pages 84-95

**Chapitre 5 : La Permanence, ou comment faire place au problème de la rue de la République**

Introduction : mobilisation, mobilité et pratiques citoyennes

Intermédiation : entre réclamation, concernement et parole

Résister sur la rue : (re)framing, « cas » et construction de cours d'action

Conclusion

*Jean-Stéphane Borja* | pages 96-147

**Chapitre 6 : Un peuple qui manque ? (titre provisoire)**

*Martine Derain* | pages 148 à 170

**Chapitre 7 : Mémoire(s) à l'épreuve**

Histoire contre mémoires

L'espace de la mémoire

La mobilisation : l'émergence d'un « nous » ?

*Véronique Manry* | pages 171-200

**En guise de conclusion**

*Jean-Stéphane Borja/Véronique Manry* | pages 201-206

Bibliographie | pages 207-213

Curriculum vitae

### RETOUR SUR UNE COMMANDE PUBLIQUE

*« (...) ce faisant, il libère, en quelque sorte, une place pour la parole vraie, pour une relation pleine entre les hommes, parole et relations qu'il ne produit jamais lui-même positivement (...) »*

*Georges Ravis-Giordani <sup>1</sup>*

*« Ecrivez-lui aussi que les fous font mieux leurs affaires dans leur propre maison que les sages dans la maison d'autrui (...) »*

*Lettre de Pascal Paoli, 1794<sup>2</sup>*

#### ÉLABORATION D'UNE INTENTION

Marseille, rue de la République, juillet 2004 : un conflit opposant un propriétaire et des locataires éclate. Le rachat d'un tiers du patrimoine immobilier de la rue, artère emblématique et populaire de la ville s'il en est, inscrite dans le projet d'aménagement urbain Euroméditerranée, par un fonds d'investissement à capitaux majoritairement nord-américains, provoquait la colère des locataires. Tout au long de l'année 2005, période d'élaboration de ce projet, la tension est à son comble, toute discussion entre les deux parties est bloquée et la mobilisation collective des habitants, une première à Marseille sur la question de la réhabilitation du centre-ville, est relayée par la presse locale et nationale<sup>3</sup>. Le nouveau propriétaire ne renouvelait plus les baux et exigeait des locataires qu'ils quittent leur logement – sans proposition alternative, indemnisation ou relogement – afin de pouvoir engager les travaux de réhabilitation puis la revente des appartements ainsi devenus « haut de gamme ». Alors qu'une partie des habitants, constitués en collectifs ou soutenus par l'association Un Centre-Ville Pour Tous, organisaient une résistance à leur éviction annoncée, l'idée d'un projet engageant chercheurs et artistes prenait forme. C'est bien face à une situation alarmante et en réponse à une proposition du PUCA<sup>4</sup> s'interrogeant sur les transformations de la ville et la participation des habitants – interrogation que l'on pourrait résumer simplement : « Que se passait-il Rue de la République ? » – que l'intention de mettre à profit des compétences aussi diverses que la recherche en sciences sociales et la pratique photographique ou audio-visuelle réunissait les membres de notre équipe.

---

1- Ravis-Giordani, 1990.

2- In Ravis-Giordani, 1990

3- Revue de presse consultable sur <http://www.centrevillepourtous.asso.fr>

4- Cette recherche-action a été co-financée par le Plan Urbanisme, Construction, Architecture (PUCA) du Ministère de l'Écologie, du Développement et de l'Aménagement Durables et par le Service Foncier et Urbanisme du Conseil régional Provence Alpes Côte d'Azur.

Nous avons, chacun de manière différente, une position impliquée sur le « problème » de la rue de la République. Par notre activité militante ou des travaux antérieurs sur le périmètre, nous percevions l'angoisse des habitants, les difficultés à s'organiser et à se faire entendre. Par affinités ou par proximité, les locataires se regroupaient, s'interpellaient, échangeaient leurs informations, partageant un même sentiment d'injustice, cherchant à répondre aux discours stigmatisants et aux méthodes d'éviction brutales. Émergeait alors une parole qui trouvait audience auprès des associations et des médias. Par-delà les mots de la colère, toute une mémoire s'exprimait en creux ; une ville populaire se racontait, minée par des décennies de crise, ville violente où les solidarités sont à l'épreuve du clientélisme et du racisme, mais ville complexe, où malgré tout, chacun, d'où qu'il vienne, peut s'inventer une place où vivre.

C'est à partir de cette « parole libérée », « mise en lumière », du moins le concevions-nous ainsi à l'origine, que s'est construit ce projet. Nous postulions que notre recherche pouvait « accompagner » la mobilisation et la mise en forme de ce que nous nommions alors, faute de mieux, une « participation citoyenne ». Nous proposons de participer à l'élaboration, à la création et la mise à disposition d'outils permettant aux habitants de « porter leurs discours », de se faire entendre et d'être pris en considération dans la réhabilitation en cours. Nous l'écrivions ainsi dans notre note d'intention : « Car c'est très certainement là, un des nœuds du conflit : retrouver une considération perdue dans la brutalité d'une opération spéculative qui renvoie au monde virtuel de la finance internationale, dans la perte de l'espoir d'une ascension sociale, dans la solitude des personnes âgées, dans la précarité et le mal-logement, le manque d'emploi et les minima sociaux, (constituer un espace d'échanges pour) avant tout mettre en mots, construire un discours qui trouve une légitimité, puisse se confronter aux discours techniciens, institutionnels et marketing.<sup>5</sup>»

Nous savions que les collectifs d'habitants et l'association Un Centre-Ville Pour Tous organisaient la mobilisation et alertaient les institutions et groupes politiques. Nous ne visions pas à nous substituer à ces actions, mais plutôt à « fédérer au plus large en créant une synergie des différents acteurs agissant sur la rue et en multipliant les approches » et à « créer des espaces et des moments de rencontres, de croisements entre ces différents regards », ces « moments d'échange (étant) également pour nous autant d'occasions de présenter et partager nos travaux »<sup>6</sup>.

De bonnes intentions certes, une connaissance antérieure de la question, des compétences aussi, mais qui allaient être mises à l'épreuve de la durée, des évolutions et des accélérations de la situation, des reconfigurations sociales, des aléas du marché... Nous avons aussi sûrement largement sous-estimé notre propre légitimité à intervenir. Finalement, qui nous mandatait, au nom de qui intervenions-nous ? A quels besoins répondions nous ? Quelle était notre place ?

---

5 - Note d'intention du projet reprise dans la note d'étape I produite pour le PUCA et le Conseil régional PACA, juillet 2006.

6 - *ibid.*

## RECONFIGURATION : AGIR EN MODE MINEUR

Dans cette introduction, nous souhaiterions nous donner le temps de revenir sur notre démarche, et peut être plus particulièrement sur le volet « action » du projet, en tous les cas de ce qui était annoncé comme tel. D'une certaine façon, il situait l'un des enjeux du projet initial, présenté sous la forme d'une question réflexive plutôt qu'un défi adressé au chercheur : comment « accrocher », « repenser », « lier », « faire tenir » ensemble recherche et action ? Comment, sous le prisme de la participation et tels des ingénieurs sociaux de la chose, libérer la parole citoyenne ? Quelle recette ? Quelles hauteurs morales tenir ? Comment pouvons-nous, moralement et pratiquement, aller de la recherche à l'action, et vice-versa ? Il est étonnant comme parfois les choses semblent aller de soi, tant « il ne suffit juste que de » et d'apposer quelques arguments bien choisis pour en rendre compte... Et à ceux qui ne s'y livrent pas d'une façon « appropriée » et font aussi valoir à leur tour des arguments bien choisis, on leur accorde parfois une place peu envieuse : sceptique, négationniste, timorée ou nous ne savons trop quoi. Ainsi, l'injonction était pour nous de « libérer la parole ». Nous avons souvent senti ces interrogations sur notre travail : « Mais que faites-vous exactement ? »

Le paradoxe, c'est qu'il nous a semblé que l'on « causait » déjà pas mal sur la rue de la République : une parole tantôt monopolisée, tantôt discréditée, tantôt négligée, tantôt dénonciatrice, tantôt revendicative. Et la liste pourrait bien ne pas être close. Pensons par exemple au « non-dit »... Bien entendu, le fait que l'on y parlait tour à tour ou tout à la fois de gentrification, de vente à la découpe, de « bulle » immobilière, de procès, de bail, de lois, de réhabilitation, d'insécurité, de squats, de violences de chantier, de rats, de « pauvres », de « racisme », posait un sérieux problème : cela donnait parfois l'impression, outre le « sérieux » des échanges, que l'on pouvait selon l'air du temps donner tantôt part à l'un de ces objets, l'instant d'après à un autre, prenant à quelques occasions des formes surprenantes pour un tiers observateur. Et l'un des hauts lieux de cette parole, et c'est celui-là que nous relèverons indirectement ici, c'est la Permanence<sup>7</sup>. Ce lieu même où se déploie le « travail » mené par l'association, incontournable sur la rue, Un Centre-Ville Pour Tous. Et pour « cause » : les militants sont dans l'action. Pourtant, dans ce lieu public, parler revenait de façon quasi exclusivement à agir : ce qui s'y disait (à travers des témoignages, des dénonciations, des plaintes des habitants d'un bord, des « cas » et des « situations » expertisés de l'autre, tantôt dans des commérages sur ce qu'à fait « machin » ou « chose », des rumeurs, tantôt dans des informations fiables et importantes), s'exposait déjà dans l'action : les locataires présents résistaient, l'association conseillait, le sociologue observait, le documentariste filmait, la photographe photographiait...

---

7 - Des collectifs d'habitants et l'association Un Centre-Ville Pour Tous ont mis en place dès l'été 2005 une permanence à l'attention des habitants de la rue de la République afin qu'ils puissent échanger et trouver des conseils pour répondre aux pressions. Cette permanence faisait d'ailleurs suite à des réunions collectives informelles qui se tenaient dans un café de la rue. Cette permanence fait l'objet dans ce rapport d'une analyse approfondie menée par Jean-Stéphane Borja. Cf. pp. 96-147.

Et le « chercheur-acteur » alors ? Que faisait-il ? Celui-là est en fait bien embarrassé : libérer quoi ? Ou plutôt libérer la parole de quoi ? D'une quelconque emprise ? Quel sens alors à « organiser le débat » et « libérer la parole », à ouvrir toujours plus d'espaces, à monter des dispositifs de participation, à nous faire force d'action ?

Notre action pourrait plus sûrement se dire de la sorte : comment nous inscrire dans cette dynamique ? Ce qui sous-tend également notre ligne d'intervention, par exemple de retendre les liens entre la maison et la place publique, entre le logement et la Permanence, entre le bail et le bien public ; du moins d'éviter que cette dynamique enclenchée ne se détende ou ne s'épuise. « Libérer la parole » pouvait alors se comprendre comme une sorte de lutte contre une raréfaction du discours, à éviter qu'un commun ne borne un certain type de discours ou en clôture au discrédit de tout autre type de discours tenu et de ses tenants... Et sur ce point, il nous est apparu inévitable de reconsidérer ce qui avait déjà été fait, d'enrichir notre connaissance de dispositifs plus larges, de quelques expérimentations préalables, de considérer notamment ces expérimentations qui avaient laissé des traces jusqu'aux nouvelles corporations professionnelles que sont les ingénieurs et médiateurs sociaux<sup>8</sup>. Ceux-là mêmes qui, sur la rue de la République, étaient aux abonnés absents (ou indirectement présents), ou dont la présence ne faisait peut-être pas sens pour les décideurs politiques et institutionnels. Si bien que cette considération donnait inévitablement un certain sens à notre action. Et sur ce point, nous avons déjà eu l'occasion de donner quelques indications, de situer quelques (bonnes) intentions, et notamment de préciser notre positionnement lors d'un séminaire du PUCA sur les questions de mixité sociale et de gentrification<sup>9</sup>, qui à cette occasion venaient peser sur nous et notre positionnement. Nous rappellerons donc le passage en question, que nous avons alors intitulé « Digression sur le Petit Séminaire », et tenterons d'explicitier en quoi notre démarche d'interventions en mode mineur a constitué.

### **Digression sur le Petit Séminaire ou un lourd héritage...**

A l'origine de notre projet, une « commande » ouverte du PUCA, résumée de la sorte : « Que se passe-t-il à Marseille, rue de la République ? » Aussitôt, effet de notoriété, de proximité, de connaissance aussi, une incidence particulière venait peser sur nous : se replacer dans l'héritage et le legs de l'expérimentation emblématique du Petit Séminaire à Marseille<sup>10</sup>. Un point

---

8 - Espaces et Sociétés, 1996.

9 - Séminaire de suivi du programme de recherche « Renouveler l'urbain au nom de la mixité ? », Plan Urbanisme Construction Architecture (PUCA), Ministère de l'Équipement, Paris - La Défense, 28 septembre 2007.

10 - En 1976, dans le quartier du Petit Séminaire, ensemble de logements sociaux au nord de Marseille particulièrement dégradé et dans lequel les habitants sont confrontés à l'exclusion sociale et à la violence, sera menée une expérience fondatrice dans le domaine de la recherche-action. Le CERFISE, un centre d'études et de recherches à Marseille, sous la houlette du sociologue Michel Anselme, mène la réhabilitation de la cité « avec le souci d'écouter les habitants et de donner droit à leurs revendications, mais aussi de construire des accords entre voisins, et de renouer le lien entre locataires et institutions, il inventa les « permanences de parole » là où régnaient la violence et l'abandon, le non-dit et l'exclusion urbaine ». Cette expérience du Petit Séminaire marquera profondément les pratiques de l'intervention sociale et sera fondatrice dans la constitution d'une anthropologie des interrelations entre habitants, chercheurs et praticiens de la ville. Michel Anselme et ses collègues du CERFISE seront ensuite mandatés par la ville ou les offices HLM pour assurer des maîtrises d'œuvre dans d'autres cités de la ville (Flamands, Busserine...). Voir à ce propos l'ouvrage consacré à Michel Anselme qui retrace, entre autres, cette expérience : Anselme, 2000 ; et le récit de deux acteurs de cette expérience, André Jollivet et Michel Peraldi, Ateliers Régionaux de Rencontres sur la réhabilitation, 2002.

de départ et une base de travail que nous ne pouvions contourner. Pourtant, il nous fallait d'emblée reconnaître que la « donne » était pour nous différente. Différente, en ce que, outre les entrées préalables et distinctes de chacun d'entre nous, la place d'intervenant était déjà occupée. Et occupée par une association déjà en lutte pour la défense des droits des locataires et le maintien d'une population populaire en centre-ville de Marseille ; qui avait placé l'affaire sur la place publique, gonflant ainsi le dossier brûlant de la réhabilitation du centre-ville marseillais ; et dont les membres s'avéraient pour nombres d'entre eux des anciens professionnels de l'aménagement ou de l'action sociale.

Nous convoquons alors ici l'expérimentation du Petit Séminaire pour noter deux choses relatives à notre expérience sur la rue de la République :

- D'une part, pour relever la place d'intermédiaire : la question est en effet récurrente dans la plupart des textes retraçant l'expérimentation : d'où provient cette incroyable force du « mandat » ? « Processus relationnel plutôt que procédure institutionnelle » nous dit Michel Peraldi<sup>11</sup>. Et en effet, rue de la République, c'est bien un processus initié autour de rencontres de porte-à-porte, qui s'est inscrit finalement dans un lieu d'échanges, la Permanence, que nous avons « trouvé » et auquel nous avons participé. Quel que soit le mandat, c'est bien dans une position d'intermédiaire constituée sur du relationnel, avec l'ambition de rattacher la « cité », en l'occurrence ici des bouts de quartiers, et les bailleurs, que nous avons fait face ;
- Mais, d'autre part, ce legs du Petit Séminaire et des travaux du CERFISE est également précieux en ce qu'il insiste sur la nécessité d'une « avancée à vue », attachée à saisir et à maîtriser autant que possible ce processus dont ils étaient et les initiateurs et les porteurs sur plus d'une dizaine d'années. En bref, non seulement ils nous expliquent qu'ils avaient réussi le modeste tour de force de « se rendre présents à la cité », dans un contexte somme toute critique. Mais ils nous disent également : « Voilà ce que nous y avons accompli », « Quelles étaient nos intentions à l'époque », « Comment nous l'avons pensé/vécu », « Conceptualisé », « Quelles ont été les difficultés rencontrées », « Ce que nous n'avions pas ou peu vu alors ».

Notre propre posture relève d'un double décalage. Le premier, que l'on peut estimer avoir en commun, en ce qui concerne notamment les postures d'experts, de notables, de représentants, bref des personnes bien « en vues » « débarquant » sur la rue de la République, fortes d'un diagnostic et de quelques prescriptions à verser dans une arène publique déjà constituée et dont l'association CVPT assurait l'*ownership*. Mais ce décalage se consomme aussi par différenciation dans le mode d'implication, en ce qu'il s'agissait d'une posture qui, pour nous, relevait davantage d'une logique de support, de suivi et d'accompagnement, voire d'animation d'un processus complexe dont nous ne pouvions revendiquer ni la paternité, ni la responsabi-

---

11 - Anselme, Peraldi, 2000.



lité, encore moins en entrevoir ou en garantir les termes. Juste tout au moins pouvions-nous par moments dégager et pressentir quelques lignes de fuites. Aussi, s'agit-il d'une posture qui nous écarte à la fois de l'arène publique sous l'injonction de s'y faire une place « confortable » et de s'y limiter, mais également du risque de se constituer comme une autorité surplombante assurant une énième prise en main, voire inflexible de façon significative la dynamique du problème lui-même (place toujours sujette à la critique d'une intrusion inconvenante). En d'autres termes, notre démarche a consisté en ne pas insuffler de nouvelles orientations, mais soutenir, alimenter, encourager les démarches et autres initiatives qui pouvaient apparaître, émerger, se faire sentir, avancer à tâtons... pour parfois se dissiper sans même aboutir. C'est là, un peu par anticipation, une expérience singulière que nous relevons : celle que nous désignerons comme la fragilité du public et que nous ferons valoir comme un créneau de plein droit.

Ce en quoi une nouvelle injonction se dégageait à l'horizon de notre intervention : une présence continue et régulière sur le terrain est supposée – ne serait-ce que pour être à l'écoute et s'efforcer d'accueillir le moindre « bruissement » se faisant sentir. Mais, on le sent bien, il s'agit aussi d'une présence conviée à se tenir « aux côtés de », « à proximité », quand ce n'est pas, pour certains d'entre nous, « avec ». Et c'est bien ce avec quoi il nous a fallu composer tout au long de notre présence. Il reste toutefois que nous retenons davantage cette présence comme une manière d'inscrire notre projet dans un problème qui, outre être préexistant à notre propre intervention, disposait également de sa propre dynamique : au sein même de l'arène publique, des configurations et reconfigurations n'ont cessé d'être à l'œuvre. Et de cela aussi, il nous a fallu tenir compte, sans toujours pouvoir être en mesure de l'anticiper... Et c'est finalement ainsi que nous pouvons faire valoir cette moindre prétention, celle-là même à partir de laquelle, entre similitudes et écarts, nous pouvons resituer le legs de nos prédécesseurs.

### **Des modes mineurs d'intervention**

Une fois notre place trouvée, nous voilà donc à bonne distance des professionnels de la chose et de leur profession de foi : « Ne vous inquiétez pas ! Laissez-moi faire, je suis médecin... » ou « Il faut organiser le débat »... Aussi, la question de notre implication pouvait se poser en des termes différents, à nouveaux frais, oserions-nous dire. Sans autre prétention que de « faire cas » de ces frais engagés, il s'agissait de se demander en quoi un projet de « recherche-action » méritait une publicité, une structure adaptée, de s'inscrire « logiquement » dans un cadre imparti ou quelques attentes de ce qui se fait généralement dans ce genre de situation, notamment à chaque fois que nous décidions (ou à la moindre occasion repérée) d'entrer dans le « faire », de prendre une initiative. Ainsi, de nos velléités ou tentatives de collaboration avec le collègue du secteur pour un atelier vidéo, avec les associations locales pour organiser une

fête de la rue ou mettre en place un atelier photo, d'organiser des promenades urbaines, etc...<sup>12</sup>

Toutes actions déjà expérimentées ailleurs et dont nous cherchions à répercuter l'écho ici.

Cette question n'est pas seulement le fruit du questionnement du chercheur retranché dans sa tour d'ivoire : elle trouve sa source au plus proche du terrain, au nœud de nos interventions et apparitions, de nos propres rencontres et pratiques avec le terrain. En effet, n'existe-t-il pas d'autres modes d'action, d'autres manières de cadrer et de relever cette intervention ? Et de là, « d'accrocher » ensemble recherche et action ? Si l'on en (p)rélevait une forme – disons, la moins évidente à cerner et à mettre en œuvre – et que nous la hissions comme une parmi d'autres, nous la désignerions volontiers : « *tenir le 'faire' » par des modes mineurs d'intervention*. Sous un tel mode, et dans sa pleine positivité, nous ne pouvons pas vraiment nous résoudre à nous disculper de ne pas avoir répondu aux exigences de « ce qui se fait » dans ce genre de situation. Tout simplement parce que nous nous trouvons plutôt en dette de précisions quant à cette vague notion que nous portons et en droit de faire valoir en quoi ce mode d'implication nous semble tout aussi légitime – sinon « pas moins » – qu'une action en plein jour, retentissante, « sous contrôle » ou appropriée de quelques intentions (toujours) bienveillantes. Voilà donc ce dont il nous faut convenir de ce volet « action » que l'on pourrait nous reprocher de rabattre et qui, peut-être refermé dans ses propres manières de faire sens, provoquait l'inquiétude de nos commanditaires.

Cependant, nous serons dès à présent clairs : faire valoir une telle notion tout en ne nous hissant pas au rang de héros venant sauver la population, c'est toujours donner une image flatteuse à temps d'être sanctionnée. Mais nous n'avons d'autres recours que d'en faire le récit, ce à quoi nous sommes tenus. Car il s'agit, de surcroît, d'une image qui nous engage et nous responsabilise, quant à ce que nous avons accompli et de la façon dont nous l'avons fait (drainant avec nous collaborateurs et commanditaires). Tant et si bien que l'image de ce « tiers bienveillant » – rappelons-le, moteur de l'expérience du Petit Séminaire – ne disparaît que difficilement du paysage interprétatif. Aussi, nous ne tomberons ni dans le misérabilisme, pas plus que nous prenons les choses de haut. Notre intention, s'il en est une, n'est ici que de donner à voir ces choses différemment et, en cela, en aucun cas de se soustraire à la critique de cette inconvenance.

## **Engagement et implication**

On pourrait soutenir que ces questions, loin d'être illégitimes, ne trouvaient que peu d'extension sur le terrain sans y engager, y soutenir et se prévaloir, d'une façon de voir les choses. À tout le moins, et de la façon dont nous l'avons amené, nous étions appelés en quelque sorte à innover plutôt qu'à inventer. Et sur cette base-là, de pouvoir non seulement questionner, mais également réajuster notre mode d'opérationnalisation, nos recentrages successifs, tels qu'ils

---

12 - Voir en Annexes 6 Documents de la recherche-action | Compte-rendu de la rencontre avec les associations et collectifs, 22 avril 2006.

furent mis en place lors de notre enquête ou par nos manières de fomenter des « actions ». Le présumé était que nous étions en mesure de promouvoir, reculé à l'appui, une vision claire et arrêtée d'une situation problématique et paradoxalement en mouvement, nous-même nous y trouvant engagés. Situation à laquelle nous étions invités à faire face par notre implication, dégagant des lignes d'action qu'il s'agissait en aval de concrétiser, figeant, pour « tirer les traits », l'urgence par quelques contenus positifs et représentations susceptibles de peser suffisamment pour faire toucher terre à des événements spécifiques, d'y attirer du monde, de marquer des esprits par ailleurs déjà bien marqués, de trouver des agencements à même de « libérer la parole ». Mais voilà aussitôt une première chose : que notre vision apparaisse dans l'action nous constitue immédiatement comme experts. Et experts à même de trancher sur ce qui devait entrer en ligne de compte et détenant d'autant plus une part de vérité que cette posture était en mesure de nous la conférer et notre action de la déployer. Une posture qui, sitôt consommée, pouvait alors rejaillir sur nous, tantôt de façon gratifiante, tantôt de façon inquiétante, mais sans jamais être à même de nous extraire de ce qui devait « raisonnablement » entrer en ligne de compte, de ce qui venait peser sur notre plume ou de ce qui devait concentrer notre attention. Nous-mêmes, nous devons penser à créer l'événement, à le rendre attractif, dotant les choses d'une consistance « extérieure », d'une structure et d'un sens à peu près stables. Or, bien souvent, il s'agissait de mobiliser des catégories des plus communes qui soient, d'élaborer quelques stratégies pour que la chose « prenne », de s'assurer de l'engagement à nos côtés des acteurs-clefs du terrain. Or, face aux évolutions et à la dynamique du problème auxquelles nous étions tenus de faire face avec nos boîtes à outils conceptuelle et méthodologique, mais également de ce qui se faisait dans ce genre de situation, une telle chose nous est rapidement apparue très limitée et difficilement opérationnelle : devions-nous tenir ce cap contre vents et marées et nous en enorgueillir ? À ne pas en douter, il nous fallait plutôt faire preuve de souplesse, une souplesse avec laquelle nous devons composer tant elle s'imposait à nous. En effet, il nous est très vite apparu qu'il s'agissait davantage de s'assurer de la complicité des acteurs qu'espérer qu'elle coula de source : ce fameux travail relationnel plutôt que procédural dont parle Peraldi. Pourtant, plus nous nous rapprochions d'eux, plus nous renforçons la collaboration, plus nous les entraînions vers ce qu'ils souhaitaient mettre en place, plus nous les relançons, plus les projets avançaient... et moins on sentait que ceux-ci avaient une chance d'aboutir. Face à cela, une réponse se profilait : nous devons faire le travail à leur place, mener « notre » action de notre côté. Et ensuite de penser qu'ils nous soutiendraient dans nos démarches et viendraient « mettre les pieds sous la table » ! Mais ce ne fut pas ce que nous en retînmes et une autre hypothèse nous apparut plus féconde : qu'un acteur tente de mettre quelque chose en place et n'y parvienne pas, c'est là la douloureuse expérience de l'inexistence du « collectif », ou, mieux, ce qui pose à chaque invitation, *une énième épreuve de ce « collectif »*. Dans la pire interprétation de cette épreuve, la sanction tombe alors irrémédiablement : « On ne comprend pas que les gens ne se sentent pas plus concernés que cela », « Les gens sont individualistes... c'est comme ça ! »

## **Attentes ou attention ?**

Il suffit en cela d'aller un peu plus loin et de nous prêter aux attentes à même de résorber cette inquiétude. Si nous établissons nous-mêmes des catégories ou des indicateurs et y enfermons les gens que nous rencontrons au gré de nos enquêtes sur le terrain, quelle consistance sociale donner au processus que nous infléchissons et qu'il nous faut à présent restituer ? N'y a-t-il pas déjà place pour un travail plus fin à promouvoir, dès lors que l'on convient que les acteurs eux-mêmes confectionnent et utilisent parfois leurs propres catégories, résistent à celles dans lesquelles on les enferme ? Devions-nous y mettre de l'ordre à partir du moment où nos acteurs passent leur temps à les mettre à l'épreuve au gré de leurs rencontres, dans les dispositifs qu'ils fréquentent, dans ce travail permanent visant à rendre les choses descriptibles, à se saisir de prises, à surmonter des épreuves ? Ceci, ne serait-il qu'un temps et dans leur pleine « positivité », avant que la copie ne soit revue... Est-ce que la mémoire, la gentrification, la citoyenneté ou la parole sont des objets qui flottent aux bons désirs et à l'énonciation des experts ? Sur quoi reposent-ils, pour le coup, « concrètement » ? Ne les avalisons-nous pas plus qu'ils ne s'éprouvent, prolifèrent et se disséminent localement ? Ou inversement ? Bref, ne pouvions-nous pas décaler la perspective et, sans tomber dans l'écueil toujours désobligeant d'aller jusqu'à la renverser, l'assouplir ? Assouplir parce que nous sentions aussi qu'il n'était pas seulement question pour nous de se constituer en experts, mais aussi en apprentis. C'est là la tension de toute enquête et la force de l'approche ethnographique qui ne se borne pas à du diagnostic, du pronostic ou de l'évaluation. N'avions-nous rien à apprendre de ce qui se passait et de comment cela se passait ? Y perd-t-on en prestige en adoptant une telle posture, si indécise puisse-t-elle paraître ? Que gagne-t-on à ne pas trancher, à ne pas « arrêter » les choses ? Au risque, par exemple, de partir dans tous les sens, en suivant ces acteurs du terrain qui décidément ne tiennent pas en place... Qui réclament parfois une autre place que celle qu'on leur assigne et ne se privent pas de la prendre... Qui ont cette fâcheuse tendance à résister à nos théories, à ne pas se complaire dans le spectacle qu'on leur propose, qui pourraient ne pas vraiment saisir ce qui se passe ou nous forcer à tomber dans une sorte de charité interprétative<sup>13</sup>. Devions-nous les remettre à leur place ? Et s'ils ne tenaient pas en place tout court, ne loupions-nous pas quelque chose à ne pas les voir s'agiter et à ne pas les suivre ?

## **Une action qui ne paie pas de mine**

Donnons alors un exemple de cette extrémité que nous appelons un mode mineur d'action, un exemple qui nous expose personnellement et témoigne de ces choses auxquelles nous avons non seulement assisté, mais également participé :

---

13 - Ogien, 2001.

A l'occasion d'une permanence, une preneuse de son, opérant dans le cadre du projet et se présentant à l'ensemble des participants, expliqua qu'elle souhaitait enregistrer la Permanence, précisant qu'elle prendrait soin de ne pas enregistrer ceux qui souhaitaient ne pas l'être. Jusque-là, pas grand chose à redire, en ce que la précaution d'une telle remarque ne nous sembla pas déplacée. Le problème fut que le coordinateur de la Permanence acquiesça, ajoutant un « C'est normal ! ». Et là, quelque chose n'allait pas et nous poussa à réagir, faisant en sorte de se faire entendre de tous : « Non, ce n'est pas normal ! ». Cette remarque prêta à confusion et la gêne qui suivit s'accompagna d'un regard à la fois surpris et réprobateur du coordinateur, lequel reprit aussitôt la discussion, comme si nous n'avions rien dit.

Pourtant, cette relève posait au moins deux questions : D'abord, en quoi une expression en public ne devait-elle contraindre les usages collatéraux qu'aux seuls désirs de la personne se retrouvant au centre de l'attention ? En quoi cette remarque mettait-elle à mal l'injonction de savoir comment on passe d'un rapport privé-privé à celui de privé-public ? D'autant plus dans un espace où tout le monde se targue de « n'avoir rien à cacher », livre en public ses doléances, invoquant par exemple un principe de sincérité ou de transparence, voire une forme d'engagement dans l'action collective... Ensuite et de surcroît, jusqu'à quel point allions-nous, dans la situation elle-même, à l'encontre de l'autorité du coordinateur, perturbant le temps d'une remarque l'ordre des places accoutumées ? L'enregistrement n'était-il que le privilège du coordinateur ? En cela, dans les travaux menés sur les questions de participation, on relève souvent que l'enjeu du débat est souvent le débat lui-même, donnant notamment le change à des approches stipulant que des dispositifs ou des formes seraient en soi plus démocratiques que d'autres, selon quelques modalités pré-établies ou allant de soi (inférant sur ce qu'est un « bon » ou un « mauvais » débat). Mais pour nous, ce qui prime ici, ce n'est pas tant l'injonction de la formule que ce qu'elle dit de notre position : nous, porteur du « projet PUCA » en tant que quiconque parmi le public. Était-ce possible ? Notre idée était que la possibilité d'une telle remarque faisait non seulement que nous, et notre contestation, étions négligeables, mais également négligés. Et ce fut ce que nous cherchions : ce faisant, nous cherchions à garantir la publicité de l'espace, celle-là même qui lui assurait des extensions sur d'autres scènes à travers l'enregistrement (dont par exemple la publication de ce rapport final). Oui, nous pensions la Permanence comme un espace ouvert, non le lieu d'un entre soi, siège de l'intimité où les choses se cachent à l'inconnu ou à l'étranger. Que de telles propriétés soient réelles ou non, cela reste discutable. L'important finalement, c'est peut-être que les apparences aient été maintenues. Et aurions-nous en effet été considérés comme experts que cela aurait changé la donne : l'asymétrie de notre pouvoir d'énonciation aurait mis à mal, voire perturbé le bon déroulement des choses, nous amenant par exemple à une confrontation directe.

De quelque façon que ce soit, nous aurions dû faire face... Or, il n'y a eu aucune prise sur nous en dehors de ce désaccord que nous manifestions en tant que spectateur quelconque. Un désaccord qui, pour entrer un peu plus dans le débat, quant aux bonnes ou mauvaises raisons de se laisser enregistrer, nécessitait entre autres que les principaux concernés prennent la parole. Ce qui n'arriva pas. La question ne sera donc pas tranchée, ni arrêtée. Et ce faisant, nous

payions notre dette à la situation. Et c'est là un moindre mal car c'est ici reconnaître un point fondamental : en se tenant en bordure de ce qui entre ou non en considération, nous donnons part à d'autres modes d'action, comme celle qui participe à la publicité d'une activité en cours. Ici donc, rendre public un problème privé...

### **Action et « beau rôle »**

C'est là que les choses peuvent apparaître un temps soit peu périlleuses. Relever cette anecdote, c'est la mettre en récit. Et ce faisant, nous donner le « beau rôle » d'une posture qui, dans l'action située et pour autant qu'elle nous écarte des grandes formes d'actions, semble nous doter paradoxalement d'une force de frappe (non) négligeable : celle-ci nous autoriserait à donner à voir le monde différemment, à faire émerger certains des présupposés repérés qui, pour les acteurs engagés dans des cours d'actions, ne sont pas questionnés, à glisser des mots, à remiser ce qui reste de côté, à modérer avec le tact nécessaire certains propos dans une position de tiers.

En témoigne l'anecdote suivante : toujours lors d'une permanence, cette fois-ci lors d'une semaine en creux, une « habituée » vient témoigner de ses difficultés rencontrées à l'occasion d'un non-renouvellement de bail. Celle-ci est assignée en justice par son propriétaire, puisqu'au terme du dit bail, elle n'a pas quitté son logement, cette attitude se justifiant par le fait que le motif de résiliation était tenu pour discutable, n'apparaissant pas « plus légitime que sérieux »<sup>14</sup>. Les médiateurs du propriétaire l'avaient alors « prise en grippe », dit-elle, et cherchaient à négocier un relogement, pesant d'une assignation en justice pour la « déstabiliser » et la faire « céder » rapidement. Lors de cette Permanence, la dame faisait le récit à d'autres riverains de « ses » histoires, de ce qui lui tombait dessus, de ses incompréhensions quant au fait que les médiateurs s'acharnaient sur elle. Elle ajouta qu'elle n'était « pas contre l'idée d'un relogement », mais précisa, toujours au juste ton de la Permanence, qu'elle attendait « un relogement sérieux et qui lui convienne », dénonçant les méthodes, visites, intimidations et pressions des médiateurs. Les quelques personnes qui l'écoutaient lui conseillèrent alors de se rapprocher du propriétaire pour se faire présenter des logements susceptibles de lui convenir, et d'ajouter aussi de façon quasi unanime qu'elle ferait mieux de ne penser qu'à elle, que ce qui la concernait, ne concernait qu'elle. Attendant de voir si quelqu'un relevait la chose, nous sommes finalement intervenus. Nous lui avons demandé combien de personnes restaient dans son immeuble, avant de lui dire : « Si vous partez, ce sont vos voisines qui seront embêtées... Si vous restez chez vous, en gagnant votre procès et/ou faisant renouveler votre bail, beaucoup de monde pourra bien rester dans l'immeuble, ainsi que d'autres personnes sur la rue se trouvant dans le même cas que vous. » Une fois encore, le froid gagna l'assistance, venant interrompre le décryptage de quelques stratégies et le montage improvisé de quelques plans

---

15 - Formulation des congés donnés aux locataires, le motif « légitime et sérieux » étant l'imminence de leur réhabilitation. De nombreux immeubles dont les locataires ont été délogés sont en cours de revente depuis fin 2007, alors même qu'aucun chantier n'y a été entrepris.

d'actions. Mais la chose fut bien entendue, car finalement n'importe qui aurait pu lui faire une telle remarque (militant, habitant lambda, voisin, membre de sa famille...) ; et de toute façon le propriétaire était là pour expulser des locataires dans leur bon droit. Le propos fut donc recentré. Pour le fin mot de l'histoire, il s'avérera que le bail de la dame en question fut renouvelé et la plainte retirée par le propriétaire, ce qui fut interprété comme un recul de ce dernier et un exemple à suivre. Car oui, sur la rue de la République, la règle est la même pour tous et peut s'édicter publiquement comme suit : seuls s'en sortiront ceux qui résistent. Même si parfois résister ne se limite qu'à se présenter comme tel devant quelques témoins, même si résister s'est dit depuis 2004 comme rester chez soi, même si résister se dit aussi depuis 2006 comme obtenir une « proposition sérieuse de relogement » dans les nouveaux logements sociaux... On le voit bien, difficile de nous taxer du « beau rôle ».

### **S.A.F. : Sans Action Fixe**

Il y a donc une grande difficulté à fonder des actions toutes faites pour un espace déjà occupé, thématique, peuplé de personnages et d'histoires disparates. Il ne suffit pas de composer avec une vision du monde, avec des représentations que nous partageons « bon gré, mal gré » avec les habitants ou les militants, ou que ceux-ci partagent stratégiquement, péniblement, peu ou trop bien entre eux : il s'agit avant tout de suivre ce qui se passe, de s'aventurer dans le moindre pli où se noue l'action, qu'elle soit déjà engagée ou portée par les militants, ou non. Bref, il s'agit essentiellement de participer d'une façon ou d'une autre à ce qui se passe, en étant là et faisant acte de présence. Et c'est bien là un minimum. Il nous semble d'ailleurs qu'un tel positionnement a été plus profitable aux militants et aux habitants qu'un affichage consommé et plongeant : en nous faulant dans la moindre faille perceptible, nous relevions, parfois naïvement, ce qui nous semblait relevable, s'agissant d'intervenir, de discuter avec des gens ou de mettre à disposition des billets d'humeurs, par exemple sur le site internet de l'association. Et voilà qui libère la parole là où l'on ne l'attendait peu, plus, ou pas du tout, qui fait valoir des sujets peu ou pas considérés, qui rassure parfois ceux qui n'« osent » pas. Pas plus que nous ne nous sommes jamais mis à l'abri de retours critiques, de suggestions, de remarques provenant de tous bords. Comme, enfin, nous n'avons pas manqué de répondre, d'argumenter, de justifier d'un retour à cela, de jouer le jeu même s'il nous est arrivé, et plus d'une fois, de « laisser courir ».

Pointons alors la gêne : ce « pas assez/trop militant », ce « pas assez/trop impliqué dans l'action », ce « pas assez/trop théorique » dont, sous divers rapports, nous avons pu avoir retour, quant à la façon de mener notre travail, quant à ce que nous étions supposés faire. Avons-nous manqué quelque chose ? Comment se fait-il que ce que nous rapportions ici ou là apparaissait si dispersé, et l'évidence de ce lien entre le travail de recherche et l'action, pas toujours observée ? Ou que face à cette inquiétude, un tel étonnement ne faisait pas sens pour nous ? Avons-nous mal centré le sujet ? Pas vraiment : ce rapport est au cœur de notre travail,

et ceci pour autant que l'enjeu retenu fut de cadrer ensemble projet et problème public, de donner un minimum de consistance – et parfois de corps – au projet. Ce rapport, nous l'avons plus haut relevé sur la base de deux anecdotes, mais il s'agit avant tout d'un travail permanent. Et pour autant que ces actions se disent « engagées », il s'agit aussi d'un travail de proximité avec ce public que nous avons maintes fois désigné de fragile. Un travail constitué d'un ensemble de petites questions que nous replaçons parfois, tantôt sciemment, tantôt anodinement, naïvement, d'une vague périphérie au centre, sans être toujours en mesure d'en apprécier leur portée au moment de leur énonciation. Ou peut-être étions-nous justement davantage attentifs aux réponses qui pouvaient nous être apportées qu'aux épreuves qu'elles pouvaient constituer. Et sur ce créneau, fort heureusement, nous n'étions jamais les seuls. Pas plus que nous fûmes les plus pertinents, les plus « au fait », les plus remarquables ou les plus actifs. Loin s'en faut... D'autant qu'à cela, nous avons prêté une grande attention. Si bien que ne pas en tenir compte, c'est négliger le fait même que ce que nous avons investi, nous l'avons pensé comme un espace public (urbain), le soutenant autant que possible comme tel. On pourrait alors nous reprocher de ne pas avoir fait « pour » le projet mais en aucun cas de ne pas avoir été là, ni d'être intervenus, ni de ne pas avoir été « dans » l'action : de cette façon certaine, nous portions (parfois à notre insu) le projet à chacune de nos rencontres, et non l'inverse. Il se pourrait bien qu'une question récurrente surgisse de ce rapport, sous la forme la plus quotidienne qui soit : « Qu'est-ce que tu penses de ça ? », « ça » étant pris ici comme ce qui se passe, le problème qui occupe le centre des attentions et qui concerne. Longtemps, cette question a été notre fait. Et longtemps aussi, il nous fut rétorqué que ce que nous en comprenions, ce n'était pas tout à fait « ça », ou quelquefois que nous étions dans l'erreur et d'autres que nous tombions juste. Mais depuis le « projet PUCA », c'est, en retour et de diverses parts, la même question qui, à l'occasion, nous est désormais posée ; une question à laquelle nous nous sommes rarement dérochés, souvent ramenée au centre par notre nouveau statut, tantôt avec un certain intérêt pour notre vision, tantôt comme un défi : « Toi qui est un intellectuel », nous a-t-on lancé une fois. Mais peut-être n'avons-nous jamais aussi cessé de préférer face à cette question et cette image publique de nous-mêmes qui nous échappait : « oui, mais, moi, pas mieux que quiconque », souvent affairé à remettre à distance cet honneur encombrant, à sortir de cet enfermement, sitôt qu'il nous était demandé, sous quelque forme ou en quelque occasion que ce soit, des comptes.

Répetons-le de façon quasi prophétique : bien malin celui qui est à même de dire ce qu'est le problème de la rue de la République, et ce qui vaut pour les autres vaut aussi pour nous. Et pour autant que nous avons pris cette inquiétude au sérieux, n'en doutons pas, elle est partagée : autant par les habitants, les associations, les propriétaires, les financeurs, les institutions, les chercheurs, les artistes... Quelle meilleure preuve que nous avons fait notre travail ! Et c'est peut-être aussi cela que nous dit cet autre rapport à l'action : ne gagnerait-on pas à faire de cette fragilité du public un point de départ, plutôt qu'un point d'arrivée ? Un objet en soi plutôt qu'un constat d'échec, un défi adressé au chercheur plutôt qu'une simple question



de réflexivité ? D'une part, parce qu'on se donnerait alors les moyens de résorber cette inquiétude, cette partie « mal » engagée, précisément car engagée sur un certain plan d'évidence, étant acquis qu'il est toujours hasardeux de se hisser à la hauteur de ceux qui se disent « faire » d'un ton rassurant ou modérateur. Mais surtout, parce qu'on y percevrait aussi avec plus de discernement l'action que nous avons menée, plutôt que ce que nous n'avons pas « fait » ou prétendu faire.

Ce rapport a donc autant pour objectif, en même temps qu'il est une nécessité contractuelle, de rendre compte des bords par lesquels nous avons tenté de comprendre et de mettre en lumière ce qui était en train de se passer. Nous n'avons pas de prétention à l'exhaustivité, nous levons ici juste quelques voiles sur une situation complexe et mouvante, sur une réalité que nous avons tenté d'appréhender au plus juste, au plus près des perceptions de chacun, avec nos propres outils conceptuels, méthodologiques et nos pratiques. Ces longs mois de collaboration, d'échange et de confrontation des regards nous ont permis de tisser les fils d'une étoffe légère mais qui recouvre en partie ce dont nous avons été témoins, autant qu'acteurs. La présentation des différentes contributions dans ce rapport renvoie à ces échanges et aux entrecroisements de nos approches respectives, soulignons que quelques uns de ces textes ont été écrits à quatre, voire à six mains, tant les remarques de l'un faisait écho aux préoccupations des autres. Nous avons également juxtaposé sciemment des formats de présentation divers, mélangeant les formes et les styles, afin de rendre compte de la multiplicité des entrées que nous avons choisies ou qui se sont imposées à nous, tout au long de ce cheminement. Ainsi aux chapitres de facture plus académiques, s'associent des encarts, écrits ou photographiques, l'image partout ponctue les mots et vice-versa, sans jamais avoir seule valeur d'illustration. Le travail photographique, présenté ici partiellement, comme des morceaux choisis d'une plus vaste partition, trouve sa place à part entière dans la démarche qui nous a animés.

Après ce long, mais nécessaire, détour, sur notre posture commune, il nous est d'abord apparu essentiel de retracer et de recontextualiser « l'affaire de la rue de la République », à la fois du point de vue historique, pour replacer le renouvellement urbain qui travaille la ville à l'aune des mutations qui se sont produites depuis plus d'un siècle ; mais aussi pour planter le décor et présenter les acteurs de la pièce en train de se jouer, sans quoi il serait peut être difficile aux lecteurs de comprendre de quoi il retourne (*De la rue de la République*).

À la suite de quoi, parce que les militants et habitants engagés parlaient déjà avant nous et parleront après, nous donnons ici à lire un cahier conséquent, composés de transcriptions d'entretiens au cours desquels fut interrogée l'action menée, ses succès et ses limites (*La parole et l'action, conversation avec des militants*).

Les habitants eux-mêmes se sont largement mis en scène et ont contribué à la médiatisation, et parce que cette publicisation du problème a grandement contribué à son évolution et à légitimer la mobilisation, nous présenterons ensuite une courte analyse de cette publicisation, qui permet de comprendre le rôle joué par cette médiatisation, l'évolution de la perception journa-

listique de l'affaire et le travail d'archives mené tant par les chercheurs que par les associations et les habitants (*Les « Empressés »*). Ce cahier nous mène, dans le droit fil du travail de Jean-Stéphane Borja, sur les questions de mobilités, de pratiques citoyennes et de l'action collective, réalisé à travers une observation longue et exhaustive de la Permanence, tenue et organisée conjointement par l'association Un Centre-Ville Pour Tous, la coordination des associations et collectifs de la rue de la République et les habitants, constituant un espace nodal dans la mobilisation (*La Permanence, ou comment faire place au problème de la rue de la République*). Viennent ensuite les photographies de Martine Derain, *Un peuple qui manque ? (titre provisoire)*, qui proposent un état des lieux subjectif et montrent la transformation radicale de la rue et du quartier. Les photographies présentées ici ne constituent qu'une partie des prises de vue réalisées et feront l'objet d'une publication dans l'ouvrage en cours d'élaboration aux éditions P'tits Papiers<sup>15</sup>. Elle a porté une grande attention à la diversité des images produites sur la mobilisation (images de militants, de cinéastes, d'habitants, de journalistes), dont le recueil toujours en cours permettra de constituer un fonds documentaire, un agencement de regards sur la mobilisation et les multiples façons d'en faire les récits. L'ouvrage à venir fera la part belle à ce fonds et à ces images qui participent toutes de la construction des re-présentations symboliques et imaginaires du centre de Marseille, dont on sait l'importance qu'elles prennent dans la mise en œuvre du réel.

La contribution de Véronique Manry (*Mémoire(s) à l'épreuve*) sur la question de l'usage de la mémoire et de l'histoire dans le processus de légitimation mis en œuvre par les acteurs de la réhabilitation (aménageurs, promoteurs et habitants) met en relief les enjeux sociaux, les conflits, les appartenances et les redéfinitions identitaires que cette réhabilitation, et les réactions qu'elle a suscitées, ont contribué à mettre au jour. C'est au travers d'entretiens biographiques, de récits de vie et d'une observation lors des rencontres collectives (permanences, réunions publiques, manifestation...) et avec la collaboration de Caroline Galmot, documentariste sonore, qu'elle présente l'histoire de la rue de la République et de la mobilisation dite par ses habitants, sans rien oblitérer de la part des représentations et du long travail de réajustement de la mémoire. Le travail de Caroline Galmot est par ailleurs présenté sous la forme d'extraits bruts sur un CD-ROM (*La rue de la République, fragments sonores*) joint à ce rapport, qui préfigure le documentaire qu'elle réalise dans le cadre de cette collaboration et qui sera partie intégrante de notre ouvrage.

Enfin, nous avons souhaité clore ce rapport en revenant sur les conditions de déroulement de ce travail collectif. L'histoire n'est certes pas finie sur la rue de la République, et son destin reste en devenir... Il est alors impossible de conclure, nous qui avons l'impression profonde de « quitter le train en marche ». Nous préférons donc insister sur ce à quoi renvoie plus globalement la réhabilitation de la rue de la République du point de vue des processus de gentrification des centres anciens et mettre en exergue les nouveaux agencements sociaux, un nouvel

---

15 - Un ouvrage publié aux éditions P'tits Papiers (Marseille) est en cours d'élaboration pour une sortie prévue fin 2008, il est un élément à part entière de notre projet. Cet ouvrage reprendra pour partie le travail présenté dans ce rapport, sous une forme remaniée et enrichie de documents d'archives et de photographies.

« être ensemble » urbain, les redéfinitions identitaires qui paraissent émerger par-delà les trames relationnelles qui fondaient la consistance sociale et urbaine de Marseille.

Un volume d'annexes complète le présent rapport qui rassemble nombre de documents qu'il aurait été trop fastidieux d'intégrer et de proposer au lecteur dans le corps du texte mais qui nous semblent essentiels à la compréhension de nos propos (*Volume 2*).